

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.27</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 b) i)</u>
Date:	<u>4 novembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Mémoire du Président

Proposition de don supplémentaire à l'Érythrée et modification de l'accord de financement pour le

Programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Abla Benhammouche

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2226

courriel: a.benhammouche@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Objectifs de développement	2
D. Harmonisation et alignement	2
E. Composantes et catégories de dépenses	2
F. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
II. Instruments juridiques et autorité	3
III. Recommandation	3
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don supplémentaire à l'Érythrée pour le programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural, et la modification de l'accord de financement dudit programme, telle qu'elle figure au paragraphe 18.

Carte de la zone du programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Érythrée

Don supplémentaire pour le programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	Érythrée
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du programme:	43,31 millions d'USD
Montant du don supplémentaire du FIDA:	5,11 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,00 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Délégation de la Commission européenne à Asmara (CE/Asmara) Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Montant du cofinancement:	CE/Asmara: 4,39 millions d'EUR (équivalent approximativement à 5,40 millions d'USD) FEM ¹ : 4,35 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Dons
Prêt initial du FIDA:	8,30 millions de DTS (équivalent approximativement à 12,24 millions d'USD)
Don initial du FIDA:	230 000 DTS (équivalent approximativement à 343 000 USD)
Contribution du pays bénéficiaire du don:	5,31 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	7,63 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

¹ Le cofinancement du FEM a été approuvé et réduit du montant initial de 7,28 millions d'USD à 4,35 millions d'USD.

Proposition de don supplémentaire à l'Érythrée pour le programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural et modification de l'accord de financement

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural, approuvé en décembre 2006, est mis en œuvre dans les régions de Debub et Gash Barka, deux régions frontalières très durement touchées par les conflits entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Elles comptent environ 250 000 ménages, dont plus de 90% sont pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Au vu de la crise alimentaire mondiale et de la flambée des prix des denrées alimentaires, le gouvernement érythréen a demandé au FIDA d'étendre son programme en soulignant la capacité d'exécution et le potentiel agricole de ces deux régions, ainsi que la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans ces régions et l'ensemble du pays.
2. Le programme initial, entré en vigueur en octobre 2007, est opérationnel depuis janvier 2008. Il s'appuie sur l'expérience et le cadre institutionnel du projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région du Gash Barka financé par le FIDA, mais c'est la première fois qu'un programme agricole multirégional est mis en place sous l'égide d'une administration décentralisée. Le programme a dû faire face à quelques difficultés lors de son démarrage. Des mesures correctives ont été introduites par le gouvernement, et la dernière mission de supervision du FIDA, en juillet 2009, a confirmé l'entrée en vigueur effective du programme. Au 30 septembre 2009, les décaissements se montaient à environ 3,33 millions d'USD, soit 25,6% du montant du prêt/don, chiffre supérieur aux prévisions. Le cadre politique et institutionnel pour la mise en œuvre multirégionale est solidement établi et fonctionne correctement; le cadre institutionnel pour la production d'aliments de base et de semences fourragères, notamment par les petits producteurs, a été mis en place; le programme laitier à petite échelle a porté sur 700 vaches laitières et 300 veaux, soit plus de 60% de l'objectif ciblé; 800 ha de terres sont irriguées par épandage des eaux de crue ou petits systèmes d'irrigation, soit environ 30% de l'objectif ciblé; et plus de 600 ha de pâturages améliorés ont été développés par les petits exploitants. À ce jour, le programme a bénéficié à plus de 25 000 ménages. Compte tenu de ces résultats, il est probable que le programme sera entièrement mis en œuvre et complété avant la date de clôture prévue. Le financement additionnel proposé vise à accélérer la production alimentaire nationale, améliorer la sécurité alimentaire des ménages et de l'ensemble du pays, et limiter les retombées négatives de la crise alimentaire mondiale et de la flambée des prix des denrées alimentaires.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à l'Érythrée un don supplémentaire d'un montant de 5,11 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,00 millions d'USD), pour contribuer au financement de l'extension du programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour l'Érythrée au titre du SAFP est de 8,00 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. Selon le Cadre pour la soutenabilité de la dette établi par le FIDA, l'Érythrée peut prétendre à un financement à 100% sous forme de don.

Flux de fonds

6. Le don supplémentaire du FIDA sera acheminé par l'intermédiaire du compte spécial existant, géré par le Ministère de l'agriculture et ouvert auprès de la Banque d'Érythrée. Les fonds seront décaissés de ce compte vers des comptes de programme désignés des organismes d'exécution sur la base des plans de travail et budgets annuels convenus. Des procédures de paiement direct seront appliquées aux contrats attribués sur appels d'offres nationaux et internationaux.

Modalités de supervision

7. Le programme continuera à être supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du don du FIDA qui ont trait à la gouvernance: appel à la concurrence pour la passation des marchés; procédures administratives et financières transparentes; et audits annuels indépendants. Les trois missions de supervision du FIDA menées jusqu'à présent ont confirmé que le gouvernement se plie aux modalités et aux processus convenus, et que les rapports d'audit sont transmis dans les temps et sans réserve.

C. Objectifs de développement

Objectifs clés

10. En substance, la finalité et les objectifs du programme resteront les mêmes. Mais, compte tenu de la menace que fait peser la crise alimentaire mondiale, un nouvel objectif a été ajouté: stimuler la production agricole et l'élevage en donnant aux parties prenantes un meilleur accès aux intrants permettant d'accroître la production, tels que semences certifiées, engrais, produits agrochimiques et eau.

D. Harmonisation et alignement

Harmonisation avec les partenaires du développement

11. Le programme a été élaboré en étroite consultation avec des partenaires actifs dans le domaine du développement agricole et rural, notamment: i) la Commission européenne, qui est également cofinanceur; ii) le Fonds pour l'environnement mondial, qui a aidé le FIDA à développer des activités de gestion des terres et des bassins versants; et iii) l'Australie, qui a apporté son soutien à la recherche sur l'amélioration des fourrages et à la formation de la main-d'œuvre agricole. Il complétera le programme conjoint des Nations Unies en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des expulsés, soutenu entre autres par l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et l'Agence des États-Unis pour le développement international.

E. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

12. Le financement supplémentaire proposé permettra: i) de renforcer l'appui à la composante développement agricole du programme, dont les activités principales sont l'apport de 2 993 tonnes de semences certifiées, le développement de l'irrigation sur les 1 250 ha de petits périmètres irrigués existants, la création de 450 ha de nouveaux petits périmètres irrigués, la fourniture, sur une base renouvelable, d'intrants agricoles pour 11 000 ha de cultures non irriguées, l'agrandissement de parcours communaux (11 300 ha de clôtures fixes, 35 000 ha de zones d'exclusion volontaire), le développement des petites laiteries avec la

fourniture de 228 unités laitières, la fourniture de volailles de basse-cour à environ 6 000 ménages dirigés par une femme ainsi que le renforcement des services vétérinaires; et ii) d'améliorer la composante renforcement des capacités et renforcement institutionnel du programme, en mettant l'accent sur le développement d'un système de technologies de l'information et de la communication pour une coordination efficace des initiatives de développement agricole, la gestion et la diffusion des savoirs, ainsi que la collecte et le partage d'informations sur le marché.

Catégories de dépenses

13. Les catégories de dépenses sont les suivantes: i) travaux de génie civil (61%); ii) véhicules, équipement et matériel (25%); iii) intrants pour l'élevage (environ 1%); iv) intrants agricoles (3%); v) assistance technique et formation (10%); et vi) dépenses de fonctionnement (0,1%). Plus de 90% des fonds parviendront directement aux bénéficiaires en espèces ou en nature.

F. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires financiers et montants engagés

14. La délégation de la Commission européenne à Asmara fournira un don d'environ 5,4 millions d'USD (12,6% du coût total du programme) pour financer la composante renforcement des capacités et renforcement institutionnel et la composante développement agricole. Le Fonds pour l'environnement mondial fournira 4,35 millions d'USD (10,0%) pour financer la composante gestion des ressources naturelles. Le gouvernement participera à hauteur de 5,31 millions d'USD (12,3%), et les bénéficiaires à hauteur de 7,63 millions d'USD (17,6%) en espèces et en nature. Le FIDA apportera environ 20,58 millions d'USD (47,5% du montant total), don supplémentaire inclus.

II. Instruments juridiques et autorité

15. Un accord de financement entre l'Érythrée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti au pays bénéficiaire.
16. L'Érythrée est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
17. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

18. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'Érythrée un don supplémentaire au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à cinq millions cent dix mille droits de tirage spéciaux (5 110 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que l'accord de financement existant pour le programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural soit amendé pour refléter les changements contenus dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Key reference documents

Country reference documents

CARE, WFP and ERREC (2003). Eritrea Rural Livelihood Security Assessment. Report of the Findings, CARE, WFP, and ERREC, Asmara.

Economist Intelligence Unit (2006). Eritrea. Country Profile 2006, The Economist Intelligence Unit, London, UK

Eritrean Agency for the Environment (1995). National Environmental Management Plan for Eritrea, Eritrean Agency for the Environment, Asmara

Government of Eritrea (2003). Interim Poverty Reduction Strategy, Asmara.

Government of Eritrea (2004). Food Security Strategy, Asmara.

Ministry of Land, Water and Environment, Department of Environment (2000). National Biodiversity Strategy and Action Plan, MLWE, Asmara.

United Nations (2002). United Nations Development Assistance Framework (2002-2006). Eritrea, United Nations Mission in Eritrea, Asmara.

World Bank (2004). Eritrea. Country Assistance Evaluation, Operations Evaluation Department, Report No. 28778-ER, World Bank, Washington.

IFAD reference documents

IFAD (2006). State of Eritrea. Country Strategic Opportunities Paper (COSOP), Africa II Division, Programme Management Department, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2006). IFAD Policy on Crisis Prevention and Recovery, International Fund for Agricultural Development, Rome

IFAD (2006). Eritrea. Post-Crisis Rural Recovery and Development Programme: Appraisal Report and Key Files, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2005). Learning Notes for Investment:

- (i) Gender, International Fund for Agricultural Development, Rome.
- (ii) Community Development Funds, International Fund for Agricultural Development, Rome
- (iii) Project Targeting, International Fund for Agricultural Development, Rome.
- (iv) Monitoring and Evaluation, International Fund for Agricultural Development, Rome

IFAD (2005). Eritrea. Gash Barka Livestock and Agricultural Development Project: Mid-Term Review Report, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2003). Eritrea. Eastern Lowlands Wadi Development Project: Completion Evaluation, Office of Evaluation, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2002). Regional Strategy Paper for Rural Poverty Reduction in Eastern and Southern Africa (2002-2006), International Fund for Agricultural Development, Rome.

Logical framework

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Goal Improvement in income, food security and the general livelihood of 207 500 poor households of which 80 000 will be woman-headed households.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Percentage reduction in the poor rural households living below the poverty line and are food insecure. Increase in asset (land and livestock) holding by poor households disaggregated by gender. Reduction in the prevalence of malnutrition for children under 5. 	<ul style="list-style-type: none"> Gender disaggregated national/ regional income and poverty study. Programme baseline, mid-term, and completion studies. 	<ul style="list-style-type: none"> Border conflict is resolved. Internal political stability. Enabling macro-economic policy in place.
<p>Objective Raising agriculture and livestock productivity while conserving the natural resource base.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the output of agriculture and livestock per unit of land area. No. of ha of catchment/watershed rehabilitated and area of rangeland improved. No. of households engaged in intensive livestock. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme progress, monitoring, mid-term review, and completion reports. Village review workshops reports and recommendations. 	<ul style="list-style-type: none"> Technology and extension delivery systems improved. Improved genetic fodder/pasture materials introduced and incorporated in the farming system. Political stability.
Programme Outputs			
<p>Output 1: Capacity Building and Institution Strengthening (i) Capacity of communities and producer organizations developed to plan execute and monitor their own development. (ii) Government institutions strengthened for technology generation and dissemination. (iii) District administration develop capacity for development.</p>	<ul style="list-style-type: none"> No. of village communities and producer organizations trained and able to plan, execute and monitor agriculture and natural resource management; A participatory extension/research system developed and implemented nationally. No. of technologies generated and adopted. Percentage increase in crop and livestock yield. IFAD and other development partners assisted government to establish monitoring and evaluation system. A seed production and distribution system established. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme progress, monitoring, mid-term, and completion reports. Village evaluation meeting reports. Village extension group reports. MOA, MLWE, MND and NARI annual reports. Annual programme implementation workshop reports. Supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Policy of decentralised governance and administration is maintained. Additional budget available for community development efforts. Power of village council to raise revenues from local taxes, retained and strengthened. Internal political stability is maintained.
<p>Output 2: Livestock and Agricultural Development Promotion of sustainable livestock and agricultural development through better resource management, improved but affordable technologies, low cost irrigation development.</p>	<ul style="list-style-type: none"> No. of livestock watering points developed. No. of farmers involved in forage production programme. No. of rangeland reseeded; and area coverage. No. of Users Associations formed and operational. No. of smallholder farmers practicing improved livestock management. Increase in the volume and value meat, milk and honey marketed by producers. Area of small-scale irrigation rehabilitated or developed and beneficiaries by gender. Sustainable input supply and financing system established. Intensity of cropping in irrigation increased and reached 100-200% Crop production weight (tons) by crop small-scale/spate irrigation/rainfed; and incremental yields by crop. No. of households food secured. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme progress, supervision, monitoring and evaluation, mid-term review, and completion reports. Policy dialogue workshop reports. Participatory user monitoring and evaluation reports. MOA, NARI, District Administration annual reports. 	<ul style="list-style-type: none"> No government restriction of importation of new genetic materials. Good collaboration between MOA/NARI. No border conflict. Internal political stability is maintained. No prolonged droughts.
<p>Output 3: Natural Resource Management Encompassing agricultural land, rangeland, catchment and watershed protection.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Policies, strategy and guidelines reviewed, processed for approval and published. No. of <i>Kebabi</i> and <i>Sub-zoba</i> level land-use plans developed and executed. Total area covered by conservation practices. 	<ul style="list-style-type: none"> MLWE annual reports. Programme progress, mid-term review, completion, and supervision reports. Annual policy review workshop reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Close working relationship established between MOA/MLWE. Government committed to a sustainable long-term environmental development.

